

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISSANT TOUS LES VENDREDIS A 5 HEURES DU SOIR

MATANITI 23. — N° 7.

TE VEA NO TAHITI.

Maluma pae 14 Februar 1873.

PAIX DE L'ABONNEMENT (quatre francs) :

Un an...	12 fr.
Six mois...	6 fr.
Trois mois...	3 fr.
Un mois...	1 fr.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser à l'ÉDITION DU GOUVERNEMENT.

PREIS DES ANNUNZIEN (ne comprend pas la taxe sur le chiffre) :

de 1 à 10 lignes	5.-
de 11 à 20 lignes	10.-
de 21 à 30 lignes	15.-
de 31 à 40 lignes	20.-

PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu la dépêche ministérielle du 23 août 1873 ;

Vu l'article 65, § 1^{er}, des instructions ministrielles applicables aux Etablissements français de l'Océanie, suivant dépêche du 29 juillet 1860 ;

Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

AVONS ARRÉTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1^{er}. Est publiée aux Etablissements français de l'Océanie et aux Etats du Protectorat loi du 26 juillet 1872 portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres imposées dans la Métropole.

Art. 2^{me}. L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, communiqué et exécuté partout où besoin sera et inséré au Bulletin officiel des Etablissements.

Papeete, le 30 janvier 1873.

GIBARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

L. LE GAY.

LOI portant fixation des tarifs spécifiques sur les matières brutes, textiles et autres.

L'Assemblée nationale a adopté, Le Président de la République française promulgue la loi dont le texte suit :

Art. 1^{er}. Le tarif des denrées à l'importation est modifié ainsi qu'il suit, décimés compris :

Prates brutes, grandes, fraîches

1 Fr. les 100 kil.

— écrevis à l'abat

1 Fr.

— poisson, fraîches

40.—

— arête, sans que de charcres

10.—

— de charcres

20.—

Levi, poisson et d'ossements

10.—

Levi, poisson et d'ossements, avec queue, que la moitié soit

plus ou moins grande, qu'importe quelle partie

Autres sortes de Levi

10.—

Crisis brutes préparées ou frites

10.—

Poulpes et pieuvres (de l'hexie, de l'apie, etc.)

10.—

pour la brousse / de poce, de sanglier, en masse / Pois de porc / de sanglier en bouteilles de sangliers assurés

30.—

Plumes à parer, de coq et de vautour

4 Fr. les 100 kil.

— autres, blanches

10.—

— de bœuf ou en coquille

4.—

Plumes à ré tirer, brochés

20.—

Cire brûlée, jaune ou blanche

100.—

— réduite de cire

20.—

— végétale

10.—

Graisses et huiles de poisson, râties, sardines

20.—

et débris de poisson

10.—

— autres

30.—

Bœufs crus ou bouillis

40.—

— autres

20.—

Fromages blancs de pâte molle

15.—

— autres

40.—

Beurre crus ou bouilli

40.—

— autres

40.—

Meuf

10.—

Produits et dépendances d'animal, dénommées ou non, et destinées à être vendues telles quelles : os, peaux des baleines, des ours, des ours de ver à soie, de la viande fraîche et des engrangées

6.—

Produits et dépendances d'animaux, de peau ou de chair

15.—

— de poisson

15.—

— d'os et de granges

15.—

Huiles de poisson, huile de poisson, huile de poisson

15.—

Graisse de baleine, huile de poisson

15.—

— huile de poisson

15.—

Produits de poisson étrangère achetés ou importés de denrées et non repris dans la présente loi, à l'exception des poissonniers

10.—

Produits bruts propres à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

Dents d'éléphant

2.—

Etoiles de corail, corapateas, orgones et cassons

10.—

— requins

10.—

Naïades et autres plantes aquatiques, sauf celles qui sont ou déposées de se croire

10.—

Hallotides et autres coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

Dent de baleine, corapateas et cassons

10.—

— requins

10.—

Nœuds et autres objets de décoration

10.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

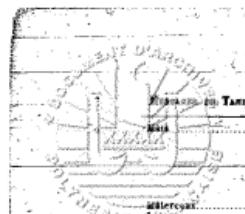
— coquillages destinés à l'industrie

10.—

Produits bruts préparés à la médecine ou à la pharmacie, dénués de tout tarif et non repris dans la présente loi

2.—

— coqu



Vendredi 14 Février 1873.



L'admission temporaire est accordée aux biens qui n'ont pas encore à l'état brut que pour y être préparés ou lavés.

La qualité du déchet résultant du pugnage ou du lavage a pour effet à la sortie sans renvoi déterminante pour la Généralité et pour tous les contournes du commerce consulaire des arts et manufactures.

Le serf sera laissé de poix jusqu'à la même tarif que la bûche.

Boîte de lait : autres que la bourse laitue et tontisse, boîte laitue, et tontisse.

Goujons de bois : et autre bois.

Tous les pâtes de châtaigne et de noisetier suivront le régime des bois.

Pois de vache et autres poils grossiers.

Art. 2. Les droits perçus sur les matières premières brutes seront remboursés à l'exportation des produits fabriqués suivant les basques indiquées ci-après, soit au moyen du drawback, soit par application du régime de l'admission temporaire tel qu'il fut établi par l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836 :

Fils de coton simple : n° 20 et ses dessous, écrits.....	10 fr. les 100 kil.
écrits.....	14 00
teints.....	14 15
du n° 20 exclusivement au n° 30 inclusivement, écrits.....	15 30
teints.....	15 45
au-dessus du n° 30, écrits.....	15 60
blanchis.....	15 75
teints.....	15 90
de coton velours n° 20 et ses dessous, écrits.....	16 00
blanchis.....	16 15
du n° 20 exclusivement au n° 30 inclusivement, écrits.....	16 30
blanchis.....	16 45
teints.....	16 60
au-dessus du n° 30, écrits.....	16 75
Fils de coton de n° 20, blanchis.....	16 90
Tissus de coton en fils simples écrits : velours, poqués, bouillie, fagonnus, damassés et autres tissus, par 100 mètres carrés et autres peaux, par 100 mètres carré 2 kilogrammes et plus, de coton en fils simples écrits : tous autres peaux par 100 mètres carrés 2 kilogrammes et plus, et autres peaux imprimées ou teintes, par 100 mètres carrés 2 kilogrammes et plus, et autres peaux imprimées ou teintes, par 100 mètres carrés 2 kilogrammes et plus, de coton en fils simples blanchis : sans apprêt, par 100 mètres carrés 3 kilogrammes et plus, de coton en fils simples : sans apprêt, par 100 mètres carrés 3 kilogrammes et plus, de coton en fils simples imprimées ou teintes, par 100 mètres carrés 3 kilogrammes et plus, de coton en fils simples blanchis : apprêtés à un degré quelconque, pesant par 100 mètres carrés 2 kilogrammes et plus, de coton en fils simples blanchis, apprêtés à un degré quelconque, pesant par 100 mètres carrés 2 kilogrammes et plus, de coton en fils simples blanchis : apprêtés à un degré quelconque, pesant par 100 mètres carrés 2 kilogrammes et plus, de coton en fils simples imprimées ou teintes, par 100 mètres carrés 2 kilogrammes et plus, de coton en fils simples imprimées ou teintes, par 100 mètres carrés 3 kilogrammes et plus, de coton en fils simples imprimées ou teintes, par 100 mètres carrés 3 kilogrammes et plus, de coton en fils roulés, écharpe ou en tissu seulement, de coton en filaires à la fois en chaîne et en trame.....	17 00
écharpe, pesant par 100 mètres carrés 2 kilogrammes et plus, de coton en fils simples imprimées ou teintes, par 100 mètres carrés 2 kilogrammes et plus, de coton en fils simples imprimées ou teintes, par 100 mètres carrés 3 kilogrammes et plus, de coton en fils simples imprimées ou teintes, par 100 mètres carrés 3 kilogrammes et plus, de coton en fils roulés, écharpe ou en tissu seulement, de coton en filaires à la fois en chaîne et en trame.....	17 15
Fil de peche en coton.....	17 30
Fils et tissus de coton mélangé, le coton dominant dans le mélange, pour moins de 15 pour 100.....	17 45
— si tissus de coton mélangé, le coton doublant dans le mélange, pour 15 pour 100 ou plus.....	17 60

Coton court d'osier.

Déchargeurs valant au moins les deux tiers du prix du coton brut.

Serpe exclusive drawback :

1^{re} tier déchargeur valant moins des deux tiers du prix du coton brut ;

2^e Les fils de coton valent moins de 1 fr. 50 cent. la kilogramme.

3^e Les tissus de coton valent moins de 2 fr. 50 cent. le kilogramme.

Fils et orvages en poils de vache et d'autres poils grossiers.

Savons colorant en huiles végétales ou grassines plus de 40 pour 100, —

— plus de 40 pour 100 et moins de 55 pour 100, —

— plus de 55 pour 100 et moins de 55 pour 100, —

plus de 30 pour 100 et moins de 40 pour 100.

Les huiles végétales et grassines valent au moins les prix fixés conditions déterminées par la loi du 5 juillet 1836 pour les graines et fruits édulqués.

Les graines et fruits édulqués importés sous le régime de l'admission temporaire ne pourront donner lieu qu'à des exportations par les bureaux de la direction ou l'importation aura été effectuée.

en sacs :	
1 ^e cat. 1 fr.	
2 ^e — 2 fr.	
3 ^e — 3 fr.	
invets à bras :	
1 ^e cat. 1 fr.	
2 ^e — 1 fr.	
3 ^e — 2 fr.	
4 ^e — 3 fr.	
5 ^e — 4 fr.	
6 ^e — 5 fr.	
7 ^e — 6 fr.	
8 ^e — 7 fr.	
9 ^e — 8 fr.	
10 ^e — 9 fr.	
11 ^e — 10 fr.	
12 ^e — 11 fr.	
13 ^e — 12 fr.	

invets à bras :	
1 ^e cat. 1 fr.	
2 ^e — 1 fr.	
3 ^e — 2 fr.	
4 ^e — 3 fr.	
5 ^e — 4 fr.	
6 ^e — 5 fr.	
7 ^e — 6 fr.	

7 ^e — 7 fr.	
8 ^e — 8 fr.	
9 ^e — 9 fr.	
10 ^e — 10 fr.	

11 ^e — 11 fr.	
12 ^e — 12 fr.	
13 ^e — 13 fr.	
14 ^e — 14 fr.	
15 ^e — 15 fr.	

16 ^e — 16 fr.	
17 ^e — 17 fr.	
18 ^e — 18 fr.	
19 ^e — 19 fr.	
20 ^e — 20 fr.	

21 ^e — 21 fr.	
22 ^e — 22 fr.	
23 ^e — 23 fr.	
24 ^e — 24 fr.	
25 ^e — 25 fr.	

26 ^e — 26 fr.	
27 ^e — 27 fr.	
28 ^e — 28 fr.	
29 ^e — 29 fr.	
30 ^e — 30 fr.	

31 ^e — 31 fr.	
32 ^e — 32 fr.	
33 ^e — 33 fr.	
34 ^e — 34 fr.	
35 ^e — 35 fr.	

36 ^e — 36 fr.	
37 ^e — 37 fr.	
38 ^e — 38 fr.	
39 ^e — 39 fr.	
40 ^e — 40 fr.	

41 ^e — 41 fr.	
42 ^e — 42 fr.	
43 ^e — 43 fr.	
44 ^e — 44 fr.	
45 ^e — 45 fr.	

46 ^e — 46 fr.	
47 ^e — 47 fr.	
48 ^e — 48 fr.	
49 ^e — 49 fr.	
50 ^e — 50 fr.	

51 ^e — 51 fr.	
52 ^e — 52 fr.	
53 ^e — 53 fr.	
54 ^e — 54 fr.	
55 ^e — 55 fr.	

56 ^e — 56 fr.	
57 ^e — 57 fr.	
58 ^e — 58 fr.	
59 ^e — 59 fr.	
60 ^e — 60 fr.	

56 ^e — 56 fr.	
57 ^e — 57 fr.	
58 ^e — 58 fr.	
59 ^e — 59 fr.	
60 ^e — 60 fr.	

56 ^e — 56 fr.	
57 ^e — 57 fr.	
58 ^e — 58 fr.	
59 ^e — 59 fr.	
60 ^e — 60 fr.	

56 ^e — 56 fr.	
57 ^e — 57 fr.	
58 ^e — 58 fr.	
59 ^e — 59 fr.	
60 ^e — 60 fr.	

56 ^e — 56 fr.	
57 ^e — 57 fr.	
58 ^e — 58 fr.	
59 ^e — 59 fr.	
60 ^e — 60 fr.	

56 ^e — 56 fr.	
57 ^e — 57 fr.	
58 ^e — 58 fr.	
59 ^e — 59 fr.	
60 ^e — 60 fr.	

— 27 —

Vendredi 14 Février 1873.

Chandelles.

33 fr. les 100 kg.

Acide stératique ouv.

33 00

Cire couverte.

33 00

Métaux laitins, lumières ouverts.

33 00

Plaques d'argent.

33 00

Plaques d'or.

33 00

Plaques de cuivre par.

33 00

cuivres ouverts de 2 kg.

3 00

Autres cuivres, laitins ou ouverts : plomb,

3 00

plomb allemand,

3 00

cuivre,

3 00

cuivre ouverts,

3 00

cuivre allemand,

3 00

cuivre allemand ou ouvert,

3 00

cuivre,

3 00

cuivre ouverts,

3 00

cuivre allemand ou ouvert,

3 00

cuivre,

3 00

cuivre ouverts,

3 00

cuivre allemand ou ouvert,

3 00

cuivre,

3 00

cuivre ouverts,

3 00

cuivre allemand ou ouvert,

3 00

cuivre,

3 00

cuivre ouverts,

3 00

cuivre allemand ou ouvert,

3 00

cuivre,

3 00

cuivre ouverts,

3 00

cuivre allemand ou ouvert,

nouvelles à une allocation ou à une décharge de 50 fr. le moins faites au débarquement, et pour des produits fabriqués avec des matières premières ayant acquis les droits du présent tarif.

Toute déclaration inexacte, quant à la nature, au poids, à l'espèce ou à la catégorie des marchandises présentées pour l'allocations du draw-back ou à la décharge des comptes d'admission temporaire, ruinerait le contrevenant passible d'une amende égale au quart double de la somme dont le trésor pouvait être frustré. Le draw-back ou la décharge sera, en conséquence, refusée pour toute la partie. En cas de réclamation, le débarquement sera déclaré.

Art. 3. Des décrets pourront autoriser l'admission en entrepôt fictif des marchandises actuellement exemptes de taxes, qui se transverront tarifées, en vertu de la présente loi.

Art. 4. Les chocolats et cacaos broyés, de provenance étrangère, importés en Algérie, payeront les droits du tarif métropolitain.

Les chocolats et cacaos broyés, importés d'Algérie en France, seront soumis aux droits d'importation ci-après :

Chocolat.	89 fr. 25	100 kilos.
Cacao broyé.	116 fr. 60	idem.

Art. 7. Des arrêtés de M. le Président de la République détermineront, pour chacune des marchandises dénommées, la présente loi, les dates d'application.

Aucun droit ne pourra être perçu sur les matières premières utilisées à l'industrie, sauf que des droits compensatoires équivalents n'aient été mis en vigueur sur les produits étrangers fabriqués avec des matières similaires.

Les arrêtés de M. le Président de la République désigneront, en même temps, les marchandises à l'égard desquelles il pourra être procédé à des recensements ou inventaires, à l'effet de les soumettre aux nouveaux droits.

Art. 8. Seront passibles d'une surtaxe de 1 franc par 100 kilogrammes, lorsqu'elle ne seront pas importées en douiture des lieux de provenance, les marchandises décrites ci-après :

Mitsos de toute sorte, autres que l'or et l'argent, — grains et farines, à l'exception du riz, dont la surface actuelle est insuffisante, — légumes secs, — huîtres et coquilles, — soies colorées.

Art. 9. Sont renouvelées en vignettes les dispositions de l'article 52 de la loi du 9 février 1853 relatives à la présentation aux bureaux de douane ou ligne des marchandises expédiées en transit, et au droit sur les emplois des acquêts-caution délivrés pour ces marchandises.

L'article 45 de la loi du 16 mai 1853 est rapporté.

Le visa aux bureaux de deuxième ligne sera également obligatoire pour les passagers donnant lieu à des admissions temporaires.

Délibéré en séance publique, à Vézelay, le 26 juillet 1873.

Le Président,

Sigillé : Jules Gauvry.

Les secrétaires,

Signé : Marquis COSTA DE BEAUGARD, FRANÇOIS RIVE,
PAUL DE RÉSÉPUS, BARON DE BALKENT.

Le président de la République,

A. THIERS.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,
TÉMOINNE DE BOZ.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société, Va les dispositions contenues dans l'instruction du 15 avril 1856 pour l'exécution du décret-financier du 26 septembre 1855;

Sur la proposition de l'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur;

Le Conseil de l'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1^e. Sont rendues exécutoires les rôles supplémentaires des contributions personnelles, mobilières et des patentes pour les premiers, seconds et troisième trimestres 1872, îles Tahiti et Moorea ; savoir :

	Contributions	Patentes.	Total.
Personnelle.	Mobilière.		
Tahiti.....	440 x	42 x	8,716 68
Moorea.....	250 x
Total....	440 x	42 x	8,966 68

Art. 2. L'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera exécuté partout où besoin sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel des Etablissements*.

Parce que, le 23 janvier 1873.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur,

L. LE GRAY.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société, Va les états des décharges, réductions, remises ou modérations des contributions des personnes personnelles et mobilières approuvés en Conseil d'administration ou dans la séance de ce jour ;

Va l'article 239 du décret du 26 septembre 1854 ;

Va un édit émané de l'Assemblée législative, le 26 décembre 1851, section II;

Sur la proposition de l'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1^e. Le trésorier-payeur est autorisé à faire emploi dans ses écritures du montant des dégrevements accordés, appartenant aux

Exercices 1870 et 1872, s'élevant à la somme de dix mille cent quarante-sept francs ; savoir :

Contributions			Total.
Personnelle.	Mobilière.	des Patentes.	
Exercice 1870	40 x	6 x	46 x
.....	1,574 x	108 x	8,485 x
Total.....	1,614 x	108 x	9,147 x

Le présent arrêté et les états récapitulatifs seront mis à l'appui de sa comparution.

Art. 2. L'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Parce que, le 23 janvier 1873.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur,

L. LE GRAY.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

HAUTE-COUR TAHITIENNE

Quatrième Session de l'année 1873

PRÉSIDENCE DE H. PINAUDIER

audience du 28 octobre 1872,

N° 513. Ensuite à l'issue du Matinall à Tahiti, nous avons établi une plainte à la police de Tahiti, en vertu de l'ordonnance 2076 de l'Assemblée législative, demandant à l'agent de police de l'île de Tahiti de venir à son domicile à Papeete, pour élémenter de son domicile, pour l'assister ;

Et pour Varuna, et à Papeete, pour l'assister et pour l'apporter à l'agent de police de l'île de Tahiti, en vertu de l'ordonnance 2076 de l'Assemblée législative, pour l'assister et pour l'apporter à l'agent de police de l'île de Tahiti, en vertu de l'ordonnance 2076 de l'Assemblée législative.

Il a été intégré le 1^{er} octobre 1872, à l'issue de l'ordre du juge des enfants, en vertu de l'ordonnance 2076 de l'Assemblée législative, pour l'assister et pour l'apporter à l'agent de police de l'île de Tahiti, en vertu de l'ordonnance 2076 de l'Assemblée législative.

Atteint que cet arrêté est régulier en sa forme, y faisant droit et établissant au fond, nos parties ayant pris connaissance de l'ordre de l'agent de police, et l'ordre rendu par l'agent de police, nous avons été informés que l'agent de police a été arrêté par l'autorité de justice pour avoir dérobé de deux autres agents présentés par Varuna, et devant être condamné pour l'infraction commise au début de l'ordonnance.

Où, après avoir rendu la sentence, nous avons déclaré que les deux personnes ayant été arrêtées pour cette infraction ne pourraient pas être libérées jusqu'à ce qu'il fut jugé nécessaire de faire la dépense de l'ordre de l'agent de police et qu'il fut rendu à l'autorité de justice le 1^{er} novembre 1873.

Où, après avoir rendu la sentence, nous avons déclaré que les deux personnes ayant été arrêtées pour cette infraction ne pourraient pas être libérées jusqu'à ce qu'il fut rendu à l'autorité de justice le 1^{er} novembre 1873.

Atteint que le 1^{er} novembre 1873, lorsque l'agent de police a été arrêté par l'autorité de justice, il a été arrêté par l'autorité de justice pour l'infraction de l'ordonnance 2076 de l'Assemblée législative.

Où, après avoir rendu la sentence, nous avons déclaré que les deux personnes ayant été arrêtées pour cette infraction ne pourraient pas être libérées jusqu'à ce qu'il fut rendu à l'autorité de justice le 1^{er} novembre 1873.

Où, après avoir rendu la sentence, nous avons déclaré que les deux personnes ayant été arrêtées pour cette infraction ne pourraient pas être libérées jusqu'à ce qu'il fut rendu à l'autorité de justice le 1^{er} novembre 1873.

Où, après avoir rendu la sentence, nous avons déclaré que les deux personnes ayant été arrêtées pour cette infraction ne pourraient pas être libérées jusqu'à ce qu'il fut rendu à l'autorité de justice le 1^{er} novembre 1873.

Où, après avoir rendu la sentence, nous avons déclaré que les deux personnes ayant été arrêtées pour cette infraction ne pourraient pas être libérées jusqu'à ce qu'il fut rendu à l'autorité de justice le 1^{er} novembre 1873.

Où, après avoir rendu la sentence, nous avons déclaré que les deux personnes ayant été arrêtées pour cette infraction ne pourraient pas être libérées jusqu'à ce qu'il fut rendu à l'autorité de justice le 1^{er} novembre 1873.

Où, après avoir rendu la sentence, nous avons déclaré que les deux personnes ayant été arrêtées pour cette infraction ne pourraient pas être libérées jusqu'à ce qu'il fut rendu à l'autorité de justice le 1^{er} novembre 1873.

Où, après avoir rendu la sentence, nous avons déclaré que les deux personnes ayant été arrêtées pour cette infraction ne pourraient pas être libérées jusqu'à ce qu'il fut rendu à l'autorité de justice le 1^{er} novembre 1873.

Où, après avoir rendu la sentence, nous avons déclaré que les deux personnes ayant été arrêtées pour cette infraction ne pourraient pas être libérées jusqu'à ce qu'il fut rendu à l'autorité de justice le 1^{er} novembre 1873.

Où, après avoir rendu la sentence, nous avons déclaré que les deux personnes ayant été arrêtées pour cette infraction ne pourraient pas être libérées jusqu'à ce qu'il fut rendu à l'autorité de justice le 1^{er} novembre 1873.

Où, après avoir rendu la sentence, nous avons déclaré que les deux personnes ayant été arrêtées pour cette infraction ne pourraient pas être libérées jusqu'à ce qu'il fut rendu à l'autorité de justice le 1^{er} novembre 1873.

Où, après avoir rendu la sentence, nous avons déclaré que les deux personnes ayant été arrêtées pour cette infraction ne pourraient pas être libérées jusqu'à ce qu'il fut rendu à l'autorité de justice le 1^{er} novembre 1873.

Où, après avoir rendu la sentence, nous avons déclaré que les deux personnes ayant été arrêtées pour cette infraction ne pourraient pas être libérées jusqu'à ce qu'il fut rendu à l'autorité de justice le 1^{er} novembre 1873.

Où, après avoir rendu la sentence, nous avons déclaré que les deux personnes ayant été arrêtées pour cette infraction ne pourraient pas être libérées jusqu'à ce qu'il fut rendu à l'autorité de justice le 1^{er} novembre 1873.

Où, après avoir rendu la sentence, nous avons déclaré que les deux personnes ayant été arrêtées pour cette infraction ne pourraient pas être libérées jusqu'à ce qu'il fut rendu à l'autorité de justice le 1^{er} novembre 1873.

PROPOSITIONS DE L'ORDONNATEUR

Proposition de M. le Comptaudon Commisaire de la République à Paris du 12 février 1873, prise sur la proposition de l'Ordonnateur L.E. du Directeur de l'Intérieur en Conseil d'administration, une bourse annuelle a été accordée au nom de Arii à Massa à l'école des frères de l'instruction chrétienne à Papeete.

Par une autre décision du 30 janvier 1873, prise également sur la proposition de l'Ordonnateur L.E. du Directeur de l'Intérieur en Conseil d'administration, une bourse entière a été accordée à la demoiselle Armande Gérard à l'école des sœurs de Saint-Joseph de Cluny à Papeete.

Par décision du 23 janvier 1873, prise sur la proposition de l'Ordonnateur L.E. du Directeur de l'Intérieur en Conseil d'administration, une bourse entière a été accordée au nom de Torihia à l'école des frères de l'instruction chrétienne à Papeete.

Par une décision du 30 du même mois, prise sur la proposition de l'Ordonnateur L.E. du Directeur de l'Intérieur en Conseil d'administration, il n'est accordé qu'une allocation de 360 fr. à M^e la supérieure des sœurs de Saint-Joseph de Cluny à Papeete pour la demoiselle Anne-Catherine Colombe.

Le commissaire-adjoint de la marine Ordonnateur a l'honneur d'informez les officiers, fonctionnaires et employés de la colonie, qu'en présence de la situation de l'approvisionnement de vin les demandes de cessions de ce liquide, à titre de remboursement, devront, à compter de ce jour et jusqu'à nouvel ordre, être strictement ramenées aux quantités fixées par l'arrêté du 26 mars 1861.

Papeete, le 12 février 1873.

L. Le Geay.

EXTRAIT N° 1.—Dans le précédent numéro de Messager, page 22, à la 50^e ligne de la 2^e colonne, on lit : « Les dépenses de matériels, orvés que les salaires d'ouvriers, etc., etc. ; les dépenses de matériels, etc., que les salaires d'ouvriers, etc.,

PARTIE NON OFFICIELLE

Un discours de M. de Toqueville.

M. le comte de Toqueville a prononcé, vendredi-nuit, au banquet de la société d'agriculture de Chertbourg, le discours suivant :

Messieurs,

Je suis bien heureux que les vacances de l'Assemblée me permettent de me trouver au milieu de vous et de présenter cette fête de famille. En voyant cette réunion, dignement représentante de notre apprendisement, si satisfaisante et si complète, je premier sentiment qui s'empare de moi est un sentiment de reconnaissance.

Rappelons-nous, en effet, que nous étions étrangers, et notre maîtrise n'était si grande que nous en étions réduits à continuer une lutte sans espoir pour conserver au moins une parcelle de notre honneur. Les trois quarts du pays étaient occupés par un ennemi sans générosité, et les puissances étrangères nous regardaient tous d'un air indifférent. Il était permis de se demander si nous n'allions pas disparaître du nombre des nations !

Sous deute, nous avons passé par les plus cruelles épreuves, nous avons dû accepter les plus dures sacrifices ; nous avons gardé la meilleure partie de nos forces, mais nous avons perdu la moitié de nos hommes. Nous avons vaincu, mais nous avons vaincu dans une situation où nous étions réduits à l'assassinat avec une malice resolution. Dans les villes, l'industrie a repris toute son activité ; dans les campagnes, notre bétail et nos denrées se vendent aussi avantageusement que jamais. Le commerce qui redéveloppe Dorlais, et si l'on compare les deux premiers mois de 1872 avec la période correspondante de 1870, il en ressort ce fait consolant, que nous n'avons rien à envier aux anciens succès. L'assassinat a prouvé, d'une manière éclatante, ce qui nous reste de ressources à l'intérieur et la puissance de notre crédit à l'extérieur. Notre armée a passé dans ses rangs les meilleurs éléments, et nous pouvons dire qu'il n'y a pas d'égal à elle. Notre discipline va de pair avec notre affranchissement en totalité. Enfin, nos voisins nous envient des témoignages non doutés de sympathie, et leur cœur le conservera d'un des Etats les plus puissants de l'Europe chargé de notre présentement de nous transmettre les assurances les plus aimables.

Tous voyez donc bien, messieurs, que j'avais raison de vous parler de reconnaissance en commençant et que nous ne saurions trop en avoir pour l'homme illustre que nous a rendu la vie et notre place dans le monde. Comment tant de choses n'ont-elles pu être faites en si peu de temps ? C'est grâce à une saine compagnie de nos amis étrangers. En se mettant à la tête des idées modernes pour les diriger et les féconder, M. Thiers est devenu l'homme du pays, et, dès lors, tout est possible.

Ne riez pas du passé, mais sachez regarder le présent sans le calomnier. Chaque siècle a ses institutions nécessaires. Comme l'homme, les sociétés ont des phases successives, et, ce n'est qu'après qu'elles sont arrivées à leur complet développement qu'elles peuvent se passer de la forme monarchique. Nous venons de traverser quatre-vingts années de luttes : empereurs, rois, dictateurs se sont succédé et se sont éteints. Nous avons essayé de toutes les sortes, et tout est arrivé à une catastrophe.

Qu'est-ce que ces enseignements de l'histoire, sinon que la République est la seule issue de tout qui nous serve ? Les meilleurs esprits le reconnaissent, et les hommes les plus considérables, stimulés par des liens étranges à la monarchie, se rendent à l'évidence avec un patrouilleur qui les happe. Imitons ces grands citoyens, faisons faire nos préférences, et n'ayons plus qu'un seul parti, celui de la France.

Peut-être encore essayer des restaurations qui nous ont valu tant de révoltes et de guerres ! Mais, au lieu de les faire, que font les meilleurs esprits, et que font les meilleurs hommes, pour fonder la République de l'ordre et du travail, une République libérale et démocratique, finie avec la famille, la propriété et la religion ?

Il n'est permis à personne de s'isoler et de rester indifférent dans ce grand mouvement de reconstruction. Si les classes qui ont une plus grande part de fortune et d'intelligence se tiennent à l'écart,

ce voulent faire une barrière au progrès, secondées fondées à se plusieurs fois, et qui réussissent mal toujours ?

Il est donc, l'absolu, l'ouvrier, l'ouvrière, l'ouvrière et l'ouvrière, au contraire d'autre époque, la France a besoin de toutes les femmes vaillantes. A mon avis, on a quelque peu le droit d'être prophète. Eh bien, je vous prédise que, si vous le voulez, la République sera le signal d'une nouvelle ère de puissance et de grandeur pour la France.

Le clergé, dont l'exemple peut avoir une si grande influence, entendra, lui aussi, mon avis. Mon frère, mon cher Alexis, observe quelque, par quel que soit la forme républicaine a été si facilement acceptée en Amérique, c'est que la religion y a été universellement acceptée.

La république française ne retrouvera point Dieu sur sa Constitution ; elle s'apportera au contraire sur lui comme sur l'auteur de tout bien, mais il faut que ses ministres sachent que leur premier devoir est de rester au-dessus et en dehors des partis.

Reformez-vous strictement dans le domaine de vos attributions spirituelles, écrivit dernièrement à ses prêtres le pieux évêque de Perpignan, et soyez surtout des hommes de prière. La croix, qui est votre drapé, n'est pas couleur, et la bouteille pastoralement ne vous a pas été donnée pour soutenir des personnes fragiles.

Que ce drapé n'importe, et que les pasteurs, conformes à l'esprit du Maître, à moins pourraient le empêcher parmi les ouvriers de la presse, le peuple, et les populations, le voyant avec elles, ne lui manqueront plus si l'on confesse ni leur respect.

Je me résume, mes chers collègues, ce vous priez de porter avec moi ce double ton :

A la pacification et à la concorde de tous les esprits !

A. M. Thiers, c'est-à-dire à la plus grande intelligence et au plus grand cœur de notre temps ; à celui qui aura l'immortel honneur, avec la coopération de l'Assemblée nationale, de fonder la République en France !

NOUVELLES DIVERSES

Le recensement de la population est terminé à Paris. Il y a une diminution de 5,600 habitants, ce qui est insignifiant par rapport au chiffre total de 1 million 800,000. Le recensement de 1866 avait produit une augmentation de 150,000 sur celui de 1861 ; on peut donc en induire où que la progression antérieure ait probablement été, mais il est difficile de déterminer exactement où les progrès qui ont pu être réalisés de 1850 à 1870 ont été perdus depuis. Comme dans les cinq années de 1861 à 1866, les arrondissements du centre se sont dépeuplés au profit des arrondissements excentriques. — La population de Lyon, d'après le recensement qui vient d'avoir lieu, et sans comprendre toutefois la garnison, dont le chiffre n'a pas encore été communiqué, s'élève à 316,286 habitants.

— On note à l'étude, à l'administration des lignes télégraphiques, un appétit pour l'Inventeur des lignes télégraphiques automotrices, qui résoudrait, parmi, le problème de la transmission rapide des dépêches. Tandis que le télégraphe Morse et Hughes ne peuvent expédier, le premier que 20, et le second que 60 dépêches à l'heure, le nouvel appareil pourrait entraîner 500. Un même barillet, partagé en quatre sections, et longue avec une extrême rapidité, écrivue sur quatre lignes différentes, les dépêches qu'il reçoit de quatre employés expédieront. Il est à souhaiter que cet ingénieur appréciera, suffisamment l'encombrement des lignes, une des causes principales du retard des dépêches, de sorte qu'il obtiendra les résultats qu'on en attend.

— On lit dans le *Progrès de Lyon* : « Une expérience très curieuse a été faite au Grand-Camp. Le congrès viticole a terminé ses travaux pour la formation de vignes artificielles. Des récipients en tôle ont été disposés sur une espèce de plusieurs hectares. Ces récipients contenaient une espèce de goudron, préparé spécialement pour cet usage et auquel on a mis le feu. Assisotti des noms épis et blanchâtres sont élevés dans l'atmosphère et sont restés suspendus à quelques mètres du sol. On comprend l'utilité de ces vignes en temps de guerre, et aussi le rayonnement nocturne, qui fait tant de ravage dans les jardins et nos vignobles, au printemps et surtout à l'époque de la belle rose. L'expérimentation a réussi ; la fumée de goudron s'élevait au loin sur le Rhône et a dû faire envier aux habitants circonvoisins qui jusque lundi avait lieu à cet endroit. Cet essai n'est pas seulement curieux, il est instructif, et la mise en pratique d'un pareil procédé peut être de la plus grande utilité à nos agriculteurs ; d'autant plus que la manière employée est fort peu coûteuse. Ainsi 100 kilogrammes de ce goudron reviennent à peu près à 40 fr. et peuvent servir, jusqu'à leur épuisement, à plusieurs centaines d'hectares de notre grande étendue. On comprend que des propriétaires voisins ou même des communautés entières pourront se concerter pour préserver de ce coupable à demie leur culture de la gelée blanche. »

— Les travaux du Grand-Opéra de Paris sont poursuivis sans relâche ni temps d'arrêt ; mais les ouvriers et les artistes employés ne sont pas assez nombreux qu'ils pourraient être. Cela tient aux finances qui sont, via les circonstances, forcément limitées. Comme tous les travaux extérieurs sont en cours, il n'y a pas de grande manœuvre à faire pour donner du travail à l'heure où il est nécessaire que tous les travaux qui ont fait actuellement sont concentrés à l'intérieur ; c'est-à-dire dans la salle principale dite, dans les trois ou quatre grands foyers, dans le pavillon oriental où sera le buffet du minotaure, dans celui où se trouve l'apéritif du chef du pouvoir, dans le rang du grand escalier d'honneur et dans l'inevitable enfilade de couloirs. Les sculpteurs exécutent des statues, des bustes, des bas-reliefs, tandis que les ornemanistes font courir sur les murs les rinceaux et les arabesques. Les peintres exécutent les plafonds et les voûtes, et les dorures et le fourré de la chapelle. Mais, au contraire, il est nécessaire d'apporter à ce lieu, sur Eldorado, un petit paradis ; ce sera alors un or, gisées, marbres, pierres, sculptures, œuvres, et tapisseries des Gobelins. Quant à la cage du grand escalier un peu dire certain qu'il n'y aura jamais eu en Europe rien d'assez splendide et grandiose. Si M. Garnier peut, comme il l'espère, obtenir du gouvernement une allocation convenable, le nouvel Opéra pourra être inauguré en 1874 ou moins en 1875. (Exchange.)

UNE RÉVOLUTION DANS LES ARMES À FEU.

Le journal de la *Savuké*, publie le note suivante :

« Ce dont nos compatriotes, un chimiste distingué, M. Michel, démontre dans un mode savant par plusieurs découvertes fort intéressantes, a dirigé, depuis longtemps, tous ses travaux dans le sens du perfectionnement des armes de guerre ; il a fait avec grande d'patientes recherches habilement conduites, à des résultats très-satisfaisants, des expériences qui démontrent l'assassinat des hommes compétents dans la matière. Il s'est occupé de la fabrication de la poudre ; au moyen d'une préparation spéciale, il est parvenu à donner à la poudre une force de projection double de celle qu'elle possède ordinairement. Mais là n'est pas aujourd'hui l'objet de notre étude ; le point sur lequel nous voulons insister, c'est la fabrication des armes sur lesquelles M. Michel a obtenu des résultats vraiment étonnans.

Il ne s'agit plus ici, comme pour la poudre, d'un procédé chimique, mais d'une invention métallurgique. Ces fraises subissent une forme le canon de son arme certaines préparations particulières. M. Michel lui donne une portée double et triple de celle qu'il devait avoir, lorsqu'elle était fabriquée dans les conditions ordinaires. Un fusil de chasse, dont la portée était de 90 à 100 mètres, acquiert, lorsqu'il a passé par ses mains, une portée de 300 mètres, et cela sans hausse, avec la ligne de mire ordinaire. Le chasseur peut être transformé de l'homme manier et l'étendue de son tir augmentée dans les mêmes proportions.

Ainsi, en un seul coup de feu, avec une précision exceptionnelle, avec l'habileté du tireur, tension innombrable jusqu'à la trajectoire décrite par le projectile, tels sont les principaux avantages que renferme les armes fabriquées par ce procédé nouveau. On voit de suite quelle est la valeur réelle d'une telle invention. Non-seulement elle augmente l'étendue du champ de tir, mais en même temps et surtout elle augmente celle de la zone dangereuse.

On sait, en effet, que la balle du chasseur, lancée à une distance supérieure à celle de son but en blanc, décrit un arc de cercle très prononcé ; par conséquent, si la balle passe au-dessus ou au-dessous de son objectif, malgré une grande régularité, non seulement la balle est perdue en avant ou en arrière du but, mais elle reste inserviable, parce qu'elle passe au-dessus de la tête des hommes qui se trouvent dans le plan qu'elle parcourt. Si, si contre, on parvient à lui faire suivre une ligne droite on à peu près, les hommes placés dans la direction suivie par la balle pourront être atteints, à la condition que le tireur vise à la hauteur voulue.

Des expériences ont été faites au Mans, le samedi 17 juin 1872, avec un pistolet dont le métal avait été préparé par M. Michel. MM. Vénard, dépositaire l'armement militaire, Laroche, ancien commandant des dépendances de la gare de Bonnac, architecte, et plusieurs officiers de nos garnisons y assistèrent et ont signé le rapport suivant :

Cette arme, ajustée par plusieurs des signataires, a donné, d'une manière sûre, des effets incontestables d'une tension extra-ordinaire dans sa trajectoire... mais elle a semblé répondre à toutes les exigences du tir et permettre, d'après la sûreté qu'elle a montrée, d'employer avec assurance la même application métallurgique à d'autres armes et à d'autres projectiles.

Le tir a été fait en deux séries : dans la première, le but, fixé à 200 mètres, a été atteint avec autant de régularité et de précision qu'en post l'attendaient d'une balle qui ne pesait que 5 1/2 grammes, la cartouche ne contenant que 3 décharges de poudre.

Un 2^e tir a porté à 270 mètres et toutes les balles ont frappé la butte de tir, sans que la plus inférieure ait atteint plus de 5 mètres au-dessus du papier directeur.

MOUVEMENT COMMERCIAL

Du 5 au 12 février 1873.

NAVIRES ENTREZ.

7 février — Gœ. *Annie Louise*, de 47 ton., cap. Mangé, ven. d'Anaa sans escale ; 3. Brander armement : 16,19 kil. cuivre, 16,079 kil. huile de coco, 275 lit. pivoine, etc. ; Brander consignature.

7 février — Gœ. *Martres*, de 55 ton., cap. Sudler, ven. de Hukino sans escale ; 3. Brander armement : 50,20 kil. cuivre, 16,008 ton. huile de coco, 700 kil. huile de poisson, 507 kil. huile, 3,696 ton. huile, 1,000 tonnes huile de poisson, huile de poisson.

7 février — Corse *Forth*, de 12 ton., port. Hamoiga, Vin. de Narita sans escale ; Hamelyn négateur et chargeur : 13,000 tonnes huile, 150 kil. huile, 100 kil. huile, 350 chevaux et poulains ; Wilkes, Schuf et C^o consignataires.

8 février — Corse *Louris*, de 16 ton., cap. Doze, ven. de Narita sans escale ; Dozen armement et chargeur : 93. bâches de coco, 1,681 kil. cuivre, 55 kil. huile, 68 kil. sucre, 897 kil. mats, 1 drap, 30 porcs ; Wilkes, Schuf et C^o consignataires.

NAVIRES SORTIS.

15 février — Gœ. *Glenour*, de 47 ton., cap. Ellard, all. des îles sous le vent ; Ellard armement : 5 caisses cuivre, 20 caisses grisaille, 7 caisses sarron, 2 caisses hache, 1 bâton calicot, 3 caisses indienne, 2 caisses huile, 10 caisses huile de schiste, 63 fus ilot, 1 caisse cuivre, 2 caisses piment et mochoula, 1 caisse patates et pommeles, 1 caisse cassie, 10 kil. poivre, 1 caisse huile et chapeau, 1 sac huile, 7 sacs huile de poisson bleue, 1 sac huile de ricin, 1 caisse huile, 1 sac huile cannoise, 1 sac sucre, 4 sacs farine, 1 bâton blé, 1 caisse fers à repasser ; Ellard consignature.

12 février — Gœ. *Aluron*, de 56 ton., cap. Sudler, all. des îles sous le vent ; J. Brander armement et chargeur : 15 caisses cuivre, 5 caisses grisaille, 20 caisses sarron, 2 bâtons calicot, 20 caisses huile, 1 caisse poivre, 2 toupies huile de ricin, 5 sacs huile, 6 sacs sucre, 1 caisse huile brune, 1 caisse huile th, 16 douzaines chapeaux, 5 douzaines panisses, 2 douzaines cheveux, 5 pêches comfit, 51 pitons indiens, 14 robes indiennes, 2 robes indiennes, 2 robes indiennes, 36 1/2 sacs farine, 10 sacs meunières, 1 sac huile, 3 sacs huile de ricin, 6 sacs huile, 6 drapages vides, 10 caisses genivière, 1 caisse cuimbrille ; Sudler consignature.

J. Brander chargeur : 1 pièce titré à volete, 1 kil. 60 lit. à volete, 9 bâtons rague, 1 dame-jeanne, 1 pique fer, 4 piques calicot, 19 pièces indiennes, 1/2 douzaine papaquin, 1 douzaine cheveux, 12 chemises, 6 drapages indiennes, 6 sacs, 14 sacs huile, 10 paires meunières, 10 bâtons en fer-blanc, 12 marchés pour laches, 1 douzaine cuillères, 1 douzaine coustoas et fourchettes, 2 douzaines limes, 1/2 douzaine serres, 6 sacs huile, 1 douzaine ligues, 1 gourde pipe, 1 jeu matrice de Chine, 1 douzaine fers à repasser ; Sudler consignature ; —

Tunier, Chaptal et C^o chargeur : 60,000 pieds bois de construction ; Holman consignature.

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPATEA
Du vendredi 6 au mercredi 12 février 1873 inclus.

NAVIRES DE CHARGE ENTREZ.

7 février. Côte du Protect. *Igor*, de 47 ton., cap. Blampian, ven. d'Athosso en 1 jour.

7 février. Gœ. du Protect. *Annie Louise*, de 17 ton., cap. Mangé, ven. d'Anaa en 3 jours. Passag. indien, 100 sacs huile, 100 sacs huile, 100 sacs huile.

7 février. Gœ. du Protect. *Mariette*, de 47 ton., cap. Clark, ven. de Tarapao en 2 jours.

7 février. Gœ. du Protect. *Mariette*, de 47 ton., cap. Clark, ven. de Tarapao en 2 jours.

7 février. Gœ. du Protect. *Lorissa*, de 16 ton., cap. Dozon, ven. de Burutu en 3 jours.

NANIES DU CHAMPS D'ARMES.

5 février. Gœ. du Protect. *Eligon*, ven. de Hukino, all. à Baimome.

5 février. Gœ. du Protect. *Mariette*, de 47 ton., cap. Higgins, all. à Baimome.

12 février. Côte du Protect. *Providence*, de 32 ton., cap. Clark, all. à Tarapao.

12 février. Gœ. du Protect. *Mariette*, de 50 ton., cap. Sudder, all. à Bambou.

2 mars. Gœ. du Protect. *Mariette*, de 50 ton., cap. Sudder, all. à Bambou.

BÂTIMENTS SUR RADE.

26 février. Frégate à voiles, *Voyageur*, 104 t. d'équipage, commandé par M. Lassig, capitaine de frégate.

OR CONDUITE.

18 février. Brigail. du Protect. Sir John Borponge, de 108 ton., cap. Chase.

2 février. Gœ. du Protect. *Glenour*, de 47 ton., cap. Ellard.

5 février. Côte du Protect. *Eligon*, de 47 ton., cap. Simpson.

12 février. Gœ. du Protect. *Annie Louise*, de 47 ton., cap. Mangé.

12 février. Côte du Protect. *Forth*, de 12 ton., cap. Hattell.

3 février. Gœ. du Protect. *Lorissa*, de 16 ton., cap. Dozon.

ANNONCES

TARIF DU REMORQUEUR DU PROTECTORAT SCOTIA.

Pour remorqueur à l'entrepôt ou à la nef de la partie du Papatea, à une distance de trois milles de l'ancre ou du vapeur :

Les navires au-dessous de 40 tonnages 75 fr.

— de 40 tonnages et au-dessous de 100 tonnages 100

— de 100 tonnages et au-dessous de 150 125

— de 150 tonnages et au-dessous de 200 150

Pour chaque 100 tonnages ou fraction en sus 25

1. Le tonnage est calculé du jaugeage français, et en cas de contestation, la marine sera juge à son sens, d'après les prescriptions des règlements en vigueur dans la colonie.

2. Les navires, soit à l'intérieur, soit à la sortie, à une distance nautique quand que celle-ci dessus indique, sera l'objet de convenants spéciaux, soit avec le capitaine ou le mécanicien à bord du vapeur, soit avec l'amarrage.

3. Lorsque le vapeur, par suite de mauvais temps ou d'accidents défaillants, ne pourra remorquer les navires dans les conditions de vitesse ordinaires, il pourra sortir du chenal franc par heure pour les services de tous les bateaux, à compter du moment où le vapeur qu'il sera amarré pour aller chercher la bouteille.

Papatea, 14 fevrier 1873.

L'amarrage.

M. John Baudier :

— George Dansey :

Toutes personnes ayant des

demandes sur la succession F. W. Delmering, de Tinau, dédicé le 25 décembre 1872, doivent s'adresser au Conseil des Etats-Louis au plus tôt et au plus tôt possible.

Papatea, 14 fevrier 1873.

A. persons having claims against the late F. W. Delmering, of Tinau, are requested to present them, or before the third day of next April, at the American Consulate at Tahiti.

Papatea, 14 fevrier 1873.

MAISON A VENDRE, donnant sur la rue de Hivoli et le quai de l'Urane, servant actuellement d'hôtel à M. le Chef du service judiciaire.

S'adresser à M. le Chef du service.

55

Le conseil à l'honneur de présenter les personnes qui auraient des intérêts à réclamer avec lui à se présenter dans le plus bref délai, au sein précis du parti de Tahiti.

A vendre par le même : clivages, voitures, etc.

25

A VENDRE A L'AMIABLE.

UNE JEUNETTE CHIENNE pour

vite :

Une jeune noire, prenant des îles Sanabé, pour servir de train :

Ainsi une voiture avec barnas, seller, etc., etc.

S'adresser, pendant dix jours à partir

de cette date, au Consulat des Etats-Unis.

27 Papatea, 14 fevrier 1873.

A. Chiens mare, broken ex-

for the saddle;

A black mare, from Swan Islands, can be used like the saddle or in a wagon;

Also a trotting wagh, harness, saddle, etc., etc.

Apply, for the next ten days, at the American Consulate.

Papatea, 14 fevrier 1873.

M. E. Amat-président les î-

îles, dûs au district d'Amat et autres, qui paiera le 1^{er} février le serviette qui possède la propriété de voile

et sera formé pour cause de voile

de toutes sortes ; que par ce fait toute personne qui voudra aller au feu ou ailleurs sera obligé de passer par chez lui et sera tenu, si tel le avertit

ou tout autre passage.

Tout contrevenant sera poursuivi conformément à la loi.

— 28

La finale soit Mitt E. Amat

et le résultat soit Mitt E. Amat

et le vainqueur soit Salapua i Teinei, e

sauf au contraire il sera mis au

malice, au contraire il sera mis au